



Accord de consortium

SHAPE-Med@Lyon

**Structuration d'une approche « une seule santé » pour la
médecine personnalisée à Lyon**

ENTRE

L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 43 Boulevard du 11 Novembre 1918, 69622 Villeurbanne Cedex, N° SIRET 196 917 744 00019, Code APE 8542Z, représentée par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY,

Ci-après désigné par « **UCBL** »

ET

L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 18, quai Claude Bernard, 69007 Lyon, N°SIRET 196 917 751 00014, code APE 8542Z, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désigné par « **U Lyon 2** »

ET

LES HOSPICES CIVILS DE LYON,

Etablissement public, établissement hospitalier, dont le siège est situé au 3, quai des Célestins, 69002 Lyon, N°SIRET 266 900 273 00019, code NAF 8610Z, représenté par leur Directeur Général , Monsieur Raymond LE MOIGN,

Ci-après désigné par « **HCL** »

ET

L'INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE EN ALIMENTATION, SANTE ANIMALE, SCIENCES AGRONOMIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy l'Etoile, N°SIRET 130 008 584 00018, code NAF 803Z, représenté par sa Directrice générale, Madame Mireille BOSSY,

Ci-après désigné par « **VetAgro Sup** »

ET

LE CENTRE LEON BERARD,

Etablissement Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC) à but NON lucratif, Centre de Lutte Contre le Cancer, dont le siège est sis 28, rue Laennec, 69008 Lyon, code SIRET : 779 924 133 00019 ; code FINESS : établissement 690 000 880 ; Code APE : 8610Z, représenté par son Directeur Général, Monsieur le Professeur Jean-Yves BLAY,

Ci-après désigné par « **CLB** »

ET

L'ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE PHYSIQUE ELECTRONIQUE DE LYON,

Association sans but lucratif, constituée dans le cadre de la loi 1901, labélisé Établissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG) par arrêté ministériel du 22 juillet 2021, dont le siège est situé 43 Boulevard du 11 novembre 1918, Bâtiment Hubert Curien, 69616 Villeurbanne CEDEX, N° SIRET 958 505 331 00016, Code APE 8559A, représentée par son Directeur, Monsieur Gérard PIGNAULT,

Ci-après désigné par « **CPE Lyon** »

ET

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE,

Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 101 rue de Tolbiac, 75013 Paris, N° SIRET 18003604802268, code NAF 7219Z, représenté par son Président-directeur Général, Monsieur Didier SAMUEL, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Dominique PELLA, Délégué Régional,

Ci-après désigné par « **Inserm** »

ET

LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE CANCER,

Organisation internationale/ intergouvernementale, faisant partie de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), dont le siège social est situé 25, avenue Tony Garnier, CS90627 69366 Lyon Cedex 07, N°SIRET 77992568400028, représenté par sa Directrice, Madame Elisabete WEIDERPASS,

Ci-après désigné par « **CIRC** »

ET

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT,

Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), ci-après dénommé : INRAE, dont le siège social est situé au 147 rue de l'Université, 75338 Paris Cedex 07, représenté par Monsieur Philippe MAUGUIN, Président Directeur Général,

Ci-après désigné par « **INRAE** »

ET

LE CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER,

Etablissement public établissement hospitalier, dont le siège social est situé 95 boulevard Pinel, 69500 Bron, N°SIRET 26690008300012, Code NAF 8610Z, représenté par son Directeur Général, Monsieur Pascal MARIOTTI,

Ci-après désigné par « **CH Le Vinatier** »

ET

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 3-5 rue Michel Ange, 75794 Paris Cedex 16, n° SIREN 180 089 013, code APE 7219 Z, représenté par son Président-Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Laurent BARBIERI, Délégué Régional Rhône-Auvergne, 2 avenue Albert Einstein, BP 61335, 69609 Villeurbanne Cedex,

Ci-après désigné par « **CNRS** »

ET

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE,

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est Domaine de Voluceau, 78150 Le Chesnay-Rocquencourt, n° SIRET 180 089 047 00013 , code APE 7219Z, représenté par son Président-Directeur Général, Monsieur Bruno SPORTISSE, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Stéphane UBEDA, Directeur du centre Inria de Lyon,

Ci-après désigné par « **INRIA** »

Ci-après individuellement désignés par « Partie » et collectivement par « Parties ».

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

- L'Etat a lancé le 17 novembre 2022 un appel à projets (AAP) « Excellences sous toutes ses formes » - ExcellencES Vague 2 qui vise à reconnaître l'excellence sous toutes ses formes et à accompagner les établissements d'enseignement supérieur et de recherche porteurs d'un projet de transformation ambitieux à l'échelle de leur site dans la mise en œuvre de leur stratégie propre, élaborée à partir de leur dynamique territoriale et de leurs besoins spécifiques.
- Compte tenu de leur complémentarité, les Parties se sont réunies en vue de répondre à l'appel à projets ci-dessus mentionné en vue d'obtenir un soutien financier pour la mise en place d'un projet visant à structurer l'approche « une seule santé » pour la médecine personnalisée, ci-après dénommés le « Projet SHAPE-Med@Lyon ».
- Le Projet SHAPE-Med@Lyon a été retenu par l'Agence Nationale de la Recherche (ci-après « ANR »), qui a décidé de le financer à hauteur de 28 105 920 €, étant entendu que son coût total prévisionnel s'élève à 485 199 476 €.

- En tant qu'établissement coordinateur, l'UCBL (ci-après « Etablissement Coordinateur ») a signé avec l'ANR la convention attributive d'aide n°ANR-22-EXES-0012.
- Les Parties disposant chacune d'une expérience et de compétences avérées et susceptibles d'être utilisées dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon, souhaitent par le présent accord préciser conjointement les modalités de leur participation à la mise en œuvre du Projet.

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Définitions

Dans le présent accord, les termes suivants commençant par une lettre majuscule, tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations respectives suivantes :

- **Accord** : l'ensemble constitué par le présent accord ainsi que ses annexes, qui en font partie intégrante, et éventuels avenants.
- **Affiliée** : par affiliée d'une Partie, on entend toute personne morale qui contrôle directement ou indirectement cette Partie ou est contrôlée directement ou indirectement par cette Partie, ou est directement ou indirectement sous contrôle commun avec cette Partie, « contrôle » signifiant :
 - la détention directe ou indirecte de plus de 50 % du capital social de cette personne morale ; ou
 - la détention directe ou indirecte de plus de 50 % des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.
- **Aide** : financement obtenu auprès de l'ANR, pour la réalisation du Projet SHAPE-Med@Lyon.
- **Brevet Nouveaux** : Toute demande de brevet et brevet en découlant, portant sur des Résultats.
- **Bureau de l'Institut Transdisciplinaire en Santé** ou **Bureau** : l'instance en charge de la mise en œuvre du Projet SHAPE-Med@Lyon conformément à l'article 5.3 ci-après.
- **Comité d'Orientation Stratégique** ou **STAB** : l'instance en charge d'apporter une réflexion prospective sur le développement de la recherche, de la formation et du transfert technologique du Projet SHAPE-Med@Lyon, conformément à l'article 5.6 ci-après.
- **Connaissances Propres** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, y compris les savoir-faire, les logiciels, les plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elle soit, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou développées par une Partie indépendamment de l'exécution des Travaux et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation.
- **Conseil des Etablissements Partenaires** : l'instance délibérante du Projet SHAPE-Med@Lyon constituée conformément à l'article 5.1 ci-après.
- **Conseil Scientifique et de l'Innovation** ou **CSI** : l'instance en charge du suivi scientifique et de l'innovation du Projet SHAPE-Med@Lyon conformément à l'article 5.4 ci-après.
- **Date d'Effet** : La date d'entrée en vigueur de l'Accord, qui est fixée rétroactivement au 01 décembre 2022, sous réserve de la signature de l'Accord par les Parties.
- **Directoire de l'Institut Transdisciplinaire en Santé** ou **Directoire** : l'instance opérationnelle du Projet SHAPE-Med@Lyon conformément à l'article 5.2 ci-après.
- **Etablissement Coordinateur** : Doté de la personnalité morale, il est l'interlocuteur privilégié de l'ANR pour les aspects administratifs. Il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Parties, de la production des livrables des sous-projets entrepris dans le cadre de ce projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des résultats. Il s'appuie pour cela sur un Responsable Scientifique et Technique. Il signe la convention avec l'ANR et reçoit de l'ANR l'Aide attribuée au Projet SHAPE-Med@Lyon.
- **Financier** : l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

- **Informations Confidentielles** : désigne toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient – incluant notamment tout document écrit ou imprimé, tout échantillon, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, brevetées ou non, communiquées par une Partie à une autre Partie au titre de l'Accord, pour lesquelles la Partie qui communique ces informations a indiqué de manière non équivoque leur caractère confidentiel, ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquable tel qu'une visite sur site (bureaux, installations et/ou laboratoires notamment), a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et a confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours.
- **Projet SHAPE-Med@Lyon** : « Structuration d'une approche 'Une seule santé' pour la médecine personnalisée à Lyon » tel que décrit dans l'Annexe 1.
- **Projets Spécifiques** : collaboration entre les Parties et/ou le cas échéant, avec un tiers ou toute prestation d'étude de recherche ou d'expertise menée pour le compte de tiers, ayant pour objet des travaux réalisés dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon et à laquelle participe au moins une des Parties.

Les Projets Spécifiques sont soit :

- des « Projets Spécifiques de type Collaboration »
 - des « Projets Spécifiques de type Prestation »
- **Responsable Scientifique et Technique** : personne physique assurant les fonctions de coordination scientifique, technique et administrative du Projet SHAPE-Med@Lyon, par délégation de l'Etablissement Coordinateur.
 - **Résultats** : toutes les connaissances brevetées ou non, brevetables ou non, y compris les savoir-faire, secrets de fabrique, logiciels, bases de données ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elle soit, obtenu dans le cadre de Projets Spécifiques. Les Résultats peuvent être propres et/ou conjoints.
 - **Résultats Conjoints** : Résultats obtenus conjointement par des personnels d'au moins deux Parties et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de séparer la contribution intellectuelle et/ou humaine et/ou matérielle et/ou financière de chacune desdites Parties pour la demande ou la dévolution d'un droit de propriété intellectuelle.
 - **Résultats Propres** : Résultats obtenus par une Partie seule, sans le concours d'une autre Partie, lors de l'exécution de sa part des Travaux.
 - **Travaux** : travaux détaillés dans l'Annexe 1 jointe à l'Accord et menés par une ou plusieurs Parties dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon.

Article 2 : Objet

L'Accord a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- d'organiser le suivi stratégique, opérationnel et financier du Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- de fixer les règles de propriété, les modalités et conditions générales d'exploitation des Résultats et d'accès aux Connaissances Propres ;
- d'organiser la gouvernance du Projet SHAPE-Med@Lyon.

Article 3 : Nature de l'Accord

3.1 La nature juridique du groupement formé par les Parties au titre de l'Accord est celle d'un groupement temporaire sans personnalité morale. Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* est formellement exclu.

L'Accord n'implique pas de solidarité entre les Parties.

3.2 Sauf stipulation expresse contraire, aucune Partie ne peut agir comme mandataire ou agent d'une ou des autres et n'a le pouvoir d'engager ou de créer des engagements de quelque nature que ce soit à la charge d'une ou des autres Parties.

Article 4 : Modalités d'exécution du Projet

4.1 Dispositions générales

Chaque Partie s'engage à faire ses meilleurs efforts pour exécuter les tâches et missions qui lui sont confiées au titre du Projet SHAPE-Med@Lyon, en mettant en œuvre les moyens dont elle a la libre disposition, afin d'atteindre des objectifs définis en commun, en fonction de ses moyens mobilisables et de ses domaines de compétences.

Chaque Partie fera son affaire de l'obtention des autorisations ou des procédures de déclarations nécessaires à la réalisation des tâches et missions qui lui sont confiées au titre du Projet. Chaque Partie est tenue de faire part dans les meilleurs délais, à l'Etablissement Coordinateur qui en informera le Conseil des Etablissements Partenaires, de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des tâches et missions qui lui sont confiées et susceptible d'en compromettre les objectifs.

Une Partie pourra sous-traiter tout ou partie de ses tâches et missions à un tiers conformément aux dispositions de l'Article 16.

4.2 Présence de personnels

La présence de personnels de l'une des Parties dans les locaux d'une autre Partie pour les besoins de l'exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon obéira aux stipulations suivantes :

- la présence de personnel devra faire l'objet de l'accord préalable de la Partie accueillante, qui décidera le cas échéant de mettre en place une convention d'accueil, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilités existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de l'employeur d'origine,
- lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières de confidentialité, d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur sont notifiées par le responsable scientifique de la Partie accueillante.

En tout état de cause, le personnel accueilli demeurera sous l'autorité hiérarchique de son employeur d'origine qui devra assurer à son égard toutes les obligations légales contenues dans le code du travail et de la sécurité sociale notamment. Sauf accord contraire spécifique, les salaires du personnel accueilli restent à la charge de son employeur, l'Accord ne donnant droit à aucun reversement à ce titre.

4.3 Projets Spécifiques

La réalisation du Projet SHAPE-Med@Lyon donnera lieu à des Projets Spécifiques entre une ou plusieurs Parties et, le cas échéant, des tiers ayant notamment pour objet la réalisation de Travaux. Ces Projets Spécifiques devront faire état notamment des éléments suivants :

- le domaine du Projet Spécifique, en particulier, le descriptif du programme de recherche détaillant la nature des travaux réalisés et la répartition des tâches et des livrables entre les différents acteurs impliqués ;
- la liste des Connaissances Propres de chaque Partie et éventuellement des tiers nécessaires à la réalisation des travaux envisagés ;
- la liste des sous-traitants ;
- les délais de réalisation ;
- le budget total et les conditions financières ;
- les moyens consacrés ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires dans le cadre de travaux de recherche soumis à une réglementation particulière ;
- les règles relatives à l'attribution des droits de propriété intellectuelle et à leur exploitation.

Les Parties s'efforceront, dans le cadre des conventions relatives aux Projets Spécifiques, dans la mesure du possible de faire appliquer les termes et conditions des Article 7, Article 8, Article 10 (propriété intellectuelle, principes d'exploitation, confidentialité-publications). Toute dérogation auxdits termes et condition devra être préalablement validé par le service recherche ou partenariat des Parties impliquées au Projet Spécifique concerné.

Sauf stipulations contraires ci-après, dans le cadre des appels à projets organisés par SHAPE-Med@Lyon et afin de simplifier au maximum la mise en œuvre des Projets Spécifiques, les Parties pourront si elles le souhaitent donner mandat à l'UCBL, ou à une autre Partie désignée par écrit, pour

négocier, et signer avec des tiers des contrats de collaboration aux noms et pour le compte des Parties impliquées dans le Projet Spécifique considéré.

La Partie mandataire veille à ce que les intérêts de chacun des mandants ainsi que ceux de leurs agents soient préservés lors de l'élaboration, de la négociation et de l'exécution des contrats avec un tiers. Ces contrats comportent en particulier des clauses de confidentialité et de propriété intellectuelle destinées à protéger les intérêts légitimes des Parties. À cette fin, ils prévoient:

- la faculté pour les personnels de recherche de faire état de leurs travaux par voie de publications ou dans leur rapport d'activité selon des modalités propres à garantir le secret des informations,
- que les Parties concernées et le tiers signataire du contrat sont copropriétaires des Résultats,
- que le partenaire industriel ou valorisateur au contrat supporte les frais directs de propriété intellectuelle et les droits à retour financier des Parties en cas d'exploitation directe ou indirecte par ce partenaire doivent être expressément prévus.

Il est précisé que ledit mandat ne couvre pas :

- le CIRC, qui ne peut être représenté par une autre Partie que lui-même pour la négociation et l'exécution des contrats avec un tiers dans le cadre des Projets Spécifiques impliquant le CIRC;
- les contrats prévoyant une renonciation à la copropriété des Résultats ;
- les contrats impliquant un partage des frais de propriété intellectuelle avec le partenaire industriel, le cas échéant ;
- les contrats prévoyant une renonciation à tout droit à retour financier en cas d'exploitation des Résultats issus de la collaboration ;
- plus généralement, tout contrat impliquant un engagement financier quelconque pour le mandant ou l'encaissement de somme d'argent pour le compte du mandant ;
- les contrats impliquant un transfert de matériel biologique et/ou données personnelles de patients.

Le mandataire ne dispose pas du mandat de représentation du mandant pour agir ou se défendre en justice en son nom et place.

4.4 Sélection des Projets Spécifiques

Les différents Projets Spécifiques réalisés dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon sont sélectionnés par le Directoire selon une procédure qui sera élaborée par le Bureau (détaillant notamment les modalités de dépôt des dossiers et les critères de sélection) et validée par le Conseil des Etablissements Partenaires.

Article 5 : Gouvernance du Projet

Afin d'assurer le suivi d'avancement du Projet SHAPE-Med@Lyon, plusieurs comités sont constitués : le Conseil des Etablissements Partenaires, le Directoire, le Bureau, le Conseil Scientifique et de l'Innovation, ainsi que le Comité d'Orientation Stratégique.

5.1 Le Conseil des Etablissements Partenaires

5.1.1. Composition

Pour favoriser le bon déroulement du Projet SHAPE-Med@Lyon, il est créé un Conseil des Etablissements Partenaires, composé du représentant désigné par chacune des Parties. La liste de ces représentants est jointe en Annexe 2. L'Annexe 2 pourra être modifiée par l'Etablissement Coordinateur dans les conditions ci-après sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à l'Accord. Toute modification du représentant d'un membre du Conseil des Etablissements Partenaires sera communiquée par le membre concerné à l'Etablissement Coordinateur du Projet par courrier électronique avec accusé de réception, dans un délai d'un (1) mois à compter de la modification, sans nécessité de recourir à l'établissement d'un avenant. Le nouveau représentant choisi devra être un personnel de la même Partie disposant des mêmes capacités de représentation.

Le Responsable Scientifique et Technique du Projet et les membres du Bureau seront invités permanents aux réunions du Conseil des Etablissements Partenaires. Ils n'interviennent qu'à titre consultatif.

Seront invités en tant que membres consultatifs, et de manière ad hoc, des représentants de l'écosystème socio-économique local, national et international : par exemple, des représentants de la

région Auvergne Rhône-Alpes, de la Métropole de Lyon, des collectivités de la région Auvergne Rhône-Alpes (Lyon, Villeurbanne, St Etienne, etc..), des représentants d'entreprises et start-ups lyonnaises et stéphanoises, mais également du Lyonbiopôle, des représentants d'associations de patients, des membres de la société civile, etc... Lesdits représentants n'interviennent qu'à titre consultatif.

Pour toute discussion liée à la coordination des activités de propriété industrielle et de valorisation, la présence d'un représentant du service de valorisation des Parties ou de la personne morale exerçant cette activité pour le compte des Parties sera indispensable.

En tant que de besoin, les membres du Conseil des Etablissements Partenaires pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable aux autres Parties et sous réserve que ce spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel des Parties, souscrive un engagement de confidentialité dont les termes sont au moins aussi stricts que les stipulations de l'article 10.1 ci-après, ainsi qu'un engagement de non conflit d'intérêt, préalablement à sa participation au Conseil des Etablissements Partenaires. Les représentants susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

Une Partie peut s'opposer à la présence d'un spécialiste n'appartenant pas au personnel d'une autre Partie s'il y a un conflit d'intérêts entre les activités de la Partie qui s'oppose et celles dudit spécialiste ou de son employeur.

5.1.2 Missions

Le Conseil des Etablissements Partenaires aura pour mission :

- de statuer sur l'orientation stratégique du Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- d'harmoniser la stratégie du Projet SHAPE-Med@Lyon avec les autres initiatives du même type en Auvergne-Rhône-Alpes et au plan national ;
- de proposer au Directoire des axes de développement et les perspectives d'évolution du Projet SHAPE-Med@Lyon en vue d'assurer sa viabilité ;
- de valider la stratégie de communication externe du Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- de valider, sur proposition du Directoire, le budget prévisionnel dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon, et d'examiner les modifications éventuelles à y apporter ;
- de définir la stratégie et la gouvernance du Lyon Hub Santé 2030,
- de valider les règles concernant la gestion des liens d'intérêt et des conflits d'intérêt ;
- de décider, sur proposition du Directoire de toute modification à apporter à l'Accord, en particulier, l'intégration de nouvelles Parties, l'exclusion d'une Partie, le renouvellement ou la résiliation anticipée de l'Accord ;
- d'approuver le bilan annuel sur le déroulement du Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- d'être l'organe de concertation entre les Parties en cas de difficulté ou de litige.

5.1.3 Fonctionnement

Le Conseil des Etablissements Partenaires se réunira au moins deux (2) fois par an pendant la durée du Projet SHAPE-Med@Lyon, sur convocation de l'Etablissement Coordinateur ou à la demande expresse de l'une des Parties.

La convocation aux réunions du Conseil des Etablissements Partenaires doit intervenir dans un délai minimum de quinze (15) jours calendaires avant la date de réunion. Cette convocation se fera par courrier électronique et mentionnera le nom des Parties convoquées ainsi que l'ordre du jour.

5.1.4 Décisions

Chaque membre du Conseil des Etablissements Partenaires dispose d'une voix délibérative de même valeur, à l'exception des membres invités. La validité de chaque réunion du Conseil des Etablissements Partenaires requiert la présence ou la représentation de trois quarts (3/4) au moins de ses membres ou représentés. Chaque membre pourra se faire représenter en interne par une personne du même organisme disposant des mêmes capacités de représentation moyennant l'information préalable des autres membres ou pourra donner une procuration écrite à un autre membre disposant d'une voix délibérative pour se faire représenter en cas d'absence, mais nul ne peut détenir plus d'un (1) mandat.

Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Conseil des Etablissements Partenaires est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder trois (3) semaines à compter de la date de réunion initiale. À la suite de cette seconde convocation, le Conseil des Etablissements Partenaires est valablement réuni même si le quorum n'est pas atteint.

Toutes les décisions du Conseil des Etablissements Partenaires sont prises à la majorité des trois quarts (3/4) des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, l'UCBL, en tant qu'Etablissement Coordinateur, dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, les décisions portant sur une modification de l'Accord ou sur l'intégration d'une nouvelle Partie sont prises à l'unanimité et la décision d'exclusion d'une Partie est prise à l'unanimité moins la voix de la Partie dont l'exclusion est envisagée.

Chaque fois que l'unanimité n'est pas atteinte, le Conseil des Etablissements Partenaires réexamine le(s) point(s) de désaccord(s) dans un délai d'un (1) mois.

Chaque Partie dispose cependant d'un droit de veto à l'égard d'une décision ou d'une partie pertinente d'une décision dans l'hypothèse où cette décision aurait pour conséquence d'augmenter ou diminuer sa participation financière dans le cadre du Projet et/ou un impact sur la protection de ses propres Informations Confidentielles et/ou un impact sur ses droits de propriété intellectuelle ou d'affecter tout autre de ses droits ou biens. Une Partie ne peut exercer son veto vis-à-vis de son identification comme Partie Défaillante (telle que définie en Article 13.1) ou manquant à ses obligations ni dans les décisions découlant des conséquences de l'arrêt de sa participation à l'Accord.

La délibération pourra s'effectuer soit dans le cadre de réunions physiques ou de visioconférences soit par courrier électronique.

Les réunions du Conseil des Etablissements Partenaires feront l'objet de comptes-rendus rédigés par l'Etablissement Coordinateur qui seront transmis à chacune des Parties dans les quinze (15) jours calendaires suivants la date de la réunion.

Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les Parties si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel ou courrier) par les Parties.

En cas de divergence sur le contenu du compte-rendu, la Partie devra en faire état lors de la prochaine réunion du Conseil des Etablissements Partenaires.

5.2 Le Directoire de l'Institut Transdisciplinaire en Santé

5.2.1 Composition

Il est mis en place un Directoire composé du représentant de chacun des membres fondateurs (UCBL, U Lyon 2, HCL et Inserm) du Projet SHAPE-Med@Lyon dont la liste au jour de la signature de l'Accord figure en annexe 2.

Toute modification d'un membre du Directoire sera communiquée par la ou les Parties concernées à l'Etablissement Coordinateur du Projet SHAPE-Med@Lyon par courrier électronique avec accusé de réception, dans un délai d'un (1) mois à compter de la modification. L'Etablissement Coordinateur pourra alors modifier en conséquence l'Annexe 2 sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à l'Accord et informera les autres Parties.

En tant que de besoin, les membres du Directoire pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable aux autres membres du Directoire et sous réserve que ce spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel des Parties, souscrive un engagement de confidentialité dont les termes sont au moins aussi stricts que les stipulations de l'article 10.1 ci-après, préalablement à sa participation au Directoire ainsi qu'un engagement de non conflit d'intérêt, préalablement à sa participation au Directoire. Les représentants susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

Une Partie peut s'opposer à la présence d'un spécialiste n'appartenant pas au personnel d'une autre Partie s'il y a un conflit d'intérêts entre les activités de la Parties qui s'oppose et celles dudit spécialiste ou de son employeur.

5.2.2 Missions

Le Directoire est l'instance de gouvernance décisionnelle du Projet SHAPE-Med@Lyon, en charge d'assurer le pilotage opérationnel du Projet SHAPE-Med@Lyon, en fonction, notamment, des

propositions faites par le Bureau, et le Conseil Scientifique et de l'Innovation. Le Directoire est responsable de toutes les décisions de gestion visant à maintenir le Projet centré sur ses objectifs.

Le Directoire sera chargé de :

- proposer au Conseil des Etablissements Partenaires la stratégie générale du Projet SHAPE-Med@Lyon : prioriser les principales actions du Projet qui devront être mises en place chaque année (Appel à Manifestations d'Intérêt, Appel à Projets, etc...) ;
- proposer les orientations scientifiques et de formation du Projet en lien avec le Bureau, et le Conseil Scientifique et de l'Innovation ;
- valider la liste des projets lauréats aux différents appels à projets, qui sera soumise par le Conseil Scientifique et de l'Innovation ;
- proposer des points à mettre à l'ordre du jour des réunions du Conseil des Etablissements Partenaires ;
- évaluer au fur et à mesure les progrès effectués par rapport aux objectifs et jalons fixés ;
- valider le bilan annuel proposé par le Bureau avant soumission pour approbation au Conseil des Etablissements Partenaires ;
- mettre en œuvre la politique de propriété intellectuelle et de valorisation du Projet SHAPE-Med@Lyon : sensibiliser les scientifiques impliqués dans les Projets spécifiques, donner des orientations, des objectifs, des jalons pour optimiser le processus de valorisation des Résultats de recherche ;
- trancher tout problème de gestion courante rencontré par le Bureau ;
- proposer l'entrée de toute nouvelle Partie, l'éventuelle sortie d'une Partie ; ces changements feront l'objet d'un avenant spécifique à l'Accord ;
- apprécier l'opportunité de faire appel à des sous-traitants.

Le Directoire définit et veille à l'application de la politique de recrutement du Projet SHAPE-Med@Lyon sous le contrôle de l'Etablissement Coordinateur.

5.2.3 Fonctionnement

Le Directoire est animé par le représentant de l'Etablissement Coordinateur, il se réunit tous les quinze (15) jours la première année, puis une (1) fois par mois au minimum et chaque fois qu'il est convoqué par l'Etablissement Coordinateur (rencontre physique, conférence téléphonique, ou visioconférence). Un calendrier semestriel des réunions sera établi par l'Etablissement Coordinateur.

Le Directoire se réunit soit en présence, soit en visio-conférence soit par échanges de courriers électroniques.

Les réunions font l'objet de comptes-rendus rédigés par l'Etablissement Coordinateur et transmis à chacun des membres du Directoire dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date de la réunion. Ce compte-rendu est considéré comme accepté par les membres si, dans les quinze (15) jours à compter de sa réception, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès de l'Etablissement Coordinateur par ces mêmes membres.

Après chaque réunion, un relevé de décisions du Directoire est transmis par l'Etablissement Coordinateur aux Parties dans les meilleurs délais possibles.

5.2.4 Décisions

Chaque membre du Directoire dispose d'une voix délibérative. Le Directoire ne peut valablement se réunir qu'en présence de la majorité de trois quarts (3/4) de ses membres présents ou représentés. Chacun de ses membres dispose de la faculté de donner pouvoir de le représenter à un autre membre disposant d'une voix délibérative, mais nul ne peut détenir plus d'un (1) mandat.

Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Directoire est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder huit (8) jours à compter de la date de réunion initiale. À la suite de cette seconde convocation, le Directoire est valablement réuni même si le quorum n'est pas atteint, les décisions seront prises à la majorité simple quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des trois-quarts (3/4) des membres présents ou représentés.

5.3 Le Bureau

Le Bureau est l'instance de mise en œuvre du Projet SHAPE-Med@Lyon, en charge de la gestion scientifique, administrative, financière, événementielle et communicationnelle quotidienne et du déploiement des actions de recherche et de formation décidées par le Conseil des Etablissements Partenaires et le Directoire.

5.3.1 Composition

Le Bureau est composé des membres dont la liste figure en annexe 2.

Toute modification d'un membre du Bureau sera communiquée par la ou les Parties concernées à l'Etablissement Coordinateur du Projet SHAPE-Med@Lyon par courrier électronique avec accusé de réception, dans un délai d'un (1) mois à compter de la modification. L'Etablissement Coordinateur pourra alors modifier en conséquence l'Annexe 2 sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à l'Accord et informera les autres Parties.

5.3.2 Missions

Il est responsable de la gestion quotidienne visant à maintenir le Projet centré sur ses objectifs. Le Bureau se réunit une (1) fois par semaine et sera chargé de :

- mettre en œuvre les actions du Projet (Appel à Manifestations d'Intérêt, Appel à Projets, actions de formation, etc...) validées par le Directoire ;
- animer l'Institut Transdisciplinaire en Santé (organisation des ateliers, workshops thématiques, écoles d'été, ...)
- proposer des orientations stratégiques du Projet SHAPE-Med@Lyon aux membres du Directoire et au Conseil des Etablissements Partenaires ;
- préparer, en lien avec les autres comités, les différents indicateurs, les bilans financiers et comptes rendus scientifiques (intermédiaires et final) pour les fournir au Financeur ;
- valoriser le Projet SHAPE-Med@Lyon : le Bureau sera le premier point d'entrée pour les partenaires associés ;
- organiser la journée annuelle du Projet SHAPE-Med@Lyon pour présenter les différentes actions menées en présence de représentants de l'ANR, des différents organes de gouvernance et l'ensemble de la communauté SHAPE-Med@Lyon. ;
- réaliser le suivi administratif et financier des projets financés en interne ;
- communiquer auprès de la communauté scientifique, des collectivités, des associations de patients, des industriels autour du savoir-faire du Projet SHAPE-Med@Lyon;
- rédiger le rapport annuel du Projet SHAPE-Med@Lyon.

Le Bureau est chargé des actions de communication et encadre une personne dédiée au maintien du site web, à la promotion au niveau national et international (en relayant les publications et les événements sur le site web et les médias sociaux), à la publication d'une newsletter, et à l'organisation d'une journée scientifique annuelle.

5.3.3 Réunions

Le Bureau se réunit à chaque fois que nécessaire.

5.4 Le Conseil Scientifique et de l'Innovation

5.4.1 Composition

Le Conseil Scientifique et de l'Innovation se compose de huit (8) membres internes (dont les trois (3) membres scientifiques du Bureau) et au minimum de huit (8) membres externes au site de Lyon - St Etienne, dont la liste figure en Annexe 2.

Les membres sont proposés par les membres du Bureau et validés par le Directoire. À l'exception des trois (3) membres scientifiques du Bureau qui siègent pour la durée de leur mandat au sein du Bureau, les membres siègent deux (2) ans (renouvelables une fois pour la même durée au sein du Conseil Scientifique et de l'Innovation). Les huit (8) membres internes sont choisis afin d'avoir une représentativité des établissements membres du Conseil des Etablissements Partenaires et des axes thématiques du Projet.

5.4.2 Mission

Le Conseil Scientifique et de l'Innovation a pour mission d'apporter son expertise scientifique et de conseiller le Directoire sur les aspects scientifiques et technologiques du Projet et notamment dans le cadre des actions de l'Institut Transdisciplinaire en Santé de Lyon. Le Conseil Scientifique et de l'Innovation sera chargé de :

- proposer des orientations scientifiques et techniques
- proposer des actions pour promouvoir l'innovation en santé
- coordonner les actions des différents axes thématiques
- coordonner les évaluations des projets effectuées par les experts externes et proposer au Directoire un classement des projets pour financement
- orienter les partenaires extérieurs (industriels notamment) vers les personnes compétentes

L'évaluation des projets inférieurs à 150k€ sera réalisée directement par les membres externes du Conseil Scientifique et de l'Innovation. Pour les projets supérieurs à ce montant, il sera fait appel à des experts extérieurs dont les avis seront synthétisés par les membres extérieurs du Conseil Scientifique et de l'Innovation. Sur la base de ces évaluations, le Conseil Scientifique et de l'Innovation proposera une liste ordonnée de projets à financer au Directoire.

5.4.3 Réunions

Le Conseil Scientifique et de l'Innovation se réunit au moins deux (2) fois dans l'année ou plus lorsque le Projet SHAPE-Med@Lyon le nécessite, comme en période d'évaluation des projets soumis aux appels à projets (rencontre physique, conférence téléphonique ou visioconférence).

Ces réunions s'effectuent sur convocation du Bureau. La convocation aux réunions du Conseil Scientifique et de l'Innovation doit intervenir dans un délai minimum de vingt (20) jours calendaires avant la date de réunion. Cette convocation mentionnera l'ordre du jour. Le Conseil Scientifique et de l'Innovation est un organe consultatif et non délibératif. À ce titre, aucun quorum n'est requis pour sa réunion.

5.5 Etablissement Coordinateur

5.5.1. Désignation

D'un commun accord entre les Parties, la coordination du Projet SHAPE-Med@Lyon est attribuée à l'UCBL, Etablissement Coordinateur qui désigne Monsieur Jean-Yves BLAY (« Responsable Scientifique et Technique »), pour le représenter dans ses tâches.

Si, pour une raison quelconque, l'Etablissement Coordinateur n'était plus en mesure d'assumer ce rôle, les Parties rechercheraient d'un commun accord une solution de substitution. À défaut de solution trouvée dans un délai de soixante (60) jours, le présent d'Accord sera résilié dans les conditions prévues à l'Article 13.

5.5.2 Rôle

Le rôle du Responsable Scientifique et Technique est d'assurer la coordination scientifique et technique du Projet SHAPE-Med@Lyon pour le compte de l'Etablissement Coordinateur, et à ce titre, assure, les missions suivantes avec l'aide de l'Etablissement Coordinateur :

- il est l'intermédiaire entre les Parties et le Financier, et à ce titre, notamment, il transmet aux autres Parties les correspondances d'intérêt commun émanant du Financier dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet SHAPE-Med@Lyon et inversement ;
- il gère, sauf stipulation contraire, l'archivage et la diffusion des documents logistiques, légaux et administratifs relatifs au Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- il convoque et établit l'ordre du jour du Conseil des Etablissements Partenaires, du Directoire, et du Conseil Scientifique et de l'Innovation, en anime les réunions, participe aux débats à titre consultatif et établit les comptes-rendus des réunions ;
- il anime le Projet SHAPE-Med@Lyon et en assure la promotion scientifique, technologique et commerciale ;
- il incite, développe et accompagne les Projets Spécifiques qui seront réalisés dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon ;

- il propose des offres de prestations, ainsi que des propositions de partenariats et/ou sous-traitance à mettre en place dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- il rassemble et transmet au Financier, selon l'échéancier défini par ce dernier, un rapport sur l'état d'avancement du Projet SHAPE-Med@Lyon sur le plan scientifique, ainsi que, le cas échéant, un rapport de fin de recherche au terme du Projet ;
- il contribue à l'organisation de la veille technologique ; à cet effet, il collabore étroitement avec le Bureau ;
- il informe le Financier des difficultés éventuelles dans la réalisation du Projet SHAPE-Med@Lyon, en particulier lorsque l'une des Parties décide d'abandonner la part du Projet dont elle a la responsabilité ou lorsque les Parties souhaitent qu'un nouvel acteur participe au Projet SHAPE-Med@Lyon ;
- il adresse les demandes de modifications du Projet SHAPE-Med@Lyon au Financier ;
- en cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, il assure la collecte des propositions de solutions émanant de chaque Partie, leur diffusion entre les Parties, l'élaboration d'une synthèse, propose au Financier, après décision des Parties (non-défaillantes), la solution envisagée et veille à la mise en œuvre de la solution retenue le cas échéant par les Parties.

Sauf stipulation expresse contraire, l'Etablissement Coordinateur ne pourra prendre aucun engagement sur le Projet SHAPE-Med@Lyon au nom et pour le compte des Parties concernées sans leur accord préalable et écrit.

5.5.3 Obligations des Parties à l'égard de l'Etablissement Coordinateur

Dans les délais impartis, chaque Partie s'engage à l'égard de l'Etablissement Coordinateur :

- à fournir, à la demande de l'Etablissement Coordinateur, les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles du Financier dans les délais impartis par le Financier ;
- à fournir les éléments nécessaires à l'établissement des documents, dans les délais impartis, destinés au Financier permettant à ce dernier d'assurer le suivi et l'évaluation du Projet ;
- à le prévenir de toute difficulté pouvant compromettre l'exécution normale du Projet en particulier lorsqu'elle envisage d'abandonner sa part du Projet.

5.6 Comité d'Orientation Stratégique

5.6.1 Composition

Le Comité d'Orientation Stratégique est composé des membres ayant une expertise reconnue en matière de recherche, de formation et d'innovation en santé.

La composition du Comité d'Orientation Stratégique est validée par le Directoire. Ce dernier pourra dans les mêmes formes décider de modifier ladite composition. L'Etablissement Coordinateur pourra alors modifier en conséquence l'Annexe 2 sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à l'Accord.

5.6.2 Missions

Le Comité d'Orientation Stratégique réalise des recommandations sur les priorités stratégiques du Projet et donne son avis sur la mise en œuvre des Projets Spécifiques.

Tous les deux ans il réalise une évaluation approfondie de la Stratégie et de la gouvernance du Lyon Hub Santé 2030.

5.6.3 Fonctionnement

Le Comité d'Orientation Stratégique se réunit au moins (1) une fois dans l'année et chaque fois que nécessaire lorsque le Projet SHAPE-Med@Lyon le nécessite.

Ces réunions s'effectuent sur convocation du Bureau. La convocation aux réunions du Comité d'Orientation Stratégique doit intervenir dans un délai minimum de vingt (20) jours calendaires avant la date de réunion. Cette convocation mentionnera l'ordre du jour. Le Comité d'Orientation Stratégique est un organe consultatif et non délibératif. A ce titre, aucun quorum n'est requis pour sa réunion.

5.7 Comités ad hoc

À chaque fois que nécessaire, le Directoire peut d'office ou sur proposition du Bureau créer tout comité ad hoc en vue de la réalisation du Projet, après avis du Conseil des établissements partenaires. Le cas échéant le Directoire définit la mission, la composition et le fonctionnement du comité ainsi créé.

À la signature de l'Accord, il est envisagé la création d'un comité de la formation et de l'expertise ayant pour mission d'apporter son expertise, de conseiller le Directoire et le Bureau sur les formations initiales et continues accessibles aux membres du Projet et de permettre l'articulation du Projet SHAPE-Med@Lyon avec d'autres projets de formation sur le site.

5.8 Institut Transdisciplinaire en Santé de Lyon

Dans le cadre du Projet, il sera créé un Institut Transdisciplinaire en Santé de Lyon : institut sans mur réunissant les communautés scientifiques afin de structurer une approche de santé unique pour une médecine personnalisée. Cet institut s'articulera entre autres autour de cinq (5) programmes construits sur la base des forces scientifiques des Parties:

- Santé et territoires : une approche innovante pour relier santé, environnement et société,
- Adaptation et évolution des maladies infectieuses : des pathogènes aux sociétés,
- Troubles cérébraux, remédiation et société inclusive,
- Approches transdisciplinaires pour comprendre, prévenir et soigner les cancers,
- Science et ingénierie des données.

La création de cet Institut Transdisciplinaire en Santé de Lyon est portée par l'UCBL en lien avec les Parties concernées et éventuels tiers.

5.9 Lyon Hub Santé 2030

Le Projet SHAPE-Med@Lyon constitue la première brique de la constitution du Lyon Hub Santé 2030 réunissant pouvoirs publics, acteurs du monde économique, acteurs du monde associatif, et partenaires académiques afin de porter des programmes ambitieux et de développer les approches « santé unique » pour relever les défis de la médecine prédictive, préventive, personnalisée, participative et basée sur les preuves. Son objectif est de développer de nouvelles solutions pour les soins et de contribuer à l'élaboration des politiques de santé publique.

La constitution du Lyon Hub Santé 2030 est portée par le Conseil des Etablissements Partenaires. Ce dernier déterminera, en lien avec les tiers impliqués la stratégie et la gouvernance du Lyon Hub Santé 2030.

Article 6 : Modalités financières

Le coût total du Projet SHAPE-Med@Lyon est estimé à 485 199 476 € et est soutenu par le Financeur à hauteur de 28 105 920 €.

Le budget du Projet SHAPE-Med@Lyon est annexé en annexe 3. Le détail du budget par Parties est défini dans l'annexe financières signée par les Parties.

L'Etablissement Coordinateur reçoit directement du Financeur l'Aide attribuée au Projet SHAPE-Med@Lyon conformément aux stipulations de sa convention d'aide en date du 07 février 2023. Il est chargé de mettre en œuvre le Projet sur les fonds du Financeur pour l'ensemble des Parties.

A titre exceptionnel et avec l'accord du Financeur des conventions de reversement pourront être mise en place entre l'Etablissement Coordinateur et une autre Partie, afin de permettre des dépenses éligibles que seule cette Partie peut réaliser.

Les autres Parties supportent l'intégralité de leurs coûts sur leurs fonds propres.

L'ensemble des Parties s'engager à respecter :

- le règlement financier relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » ;
- Le contrat attributif d'aide n°ANR-22-EXES-0012 signé entre le Financeur et l'Etablissement en date du 07 février 2023 (Annexe 4).

Conformément à l'article 5.3.3 les Parties s'engagent à fournir tous les éléments de réponse nécessaire afin de répondre aux demandes de justification financière du Financeur dans les délais impartis. Ces derniers ainsi que les modalités de reporting financier général du Projet SHAPE-Med @Lyon seront communiqués dans les meilleurs délais possibles par l'Etablissement Coordinateur.

Article 7 : Propriété intellectuelle

Dès lors que des Résultats de recherche seront développés dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon, les stipulations du présent article et de l'article 8 leurs seront applicables.

7.1 Connaissances Propres

Sous réserve des éventuels droits des tiers, chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses Connaissances Propres et reste titulaire des droits qui lui ont été concédés par un tiers sur ses Connaissances Propres.

Sous réserve des stipulations de l'article 8 ci-après :

- rien dans le présent Accord n'interdit à la Partie détentrice d'utiliser de quelque manière que ce soit ses Connaissances Propres pour elle-même ou avec tout tiers de son choix ;
- rien dans le présent Accord ne peut être interprété comme conférant ou transférant un droit quelconque à la Partie qui reçoit communication de Connaissances Propres d'une autre Partie.

7.2 Résultats Propres

Les Résultats Propres sont la propriété de la Partie qui les a générés seule. Les éventuels Brevets Nouveaux et les autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits Résultats Propres seront déposés à ses seuls frais, à son seul nom, et à sa seule initiative.

Dans le cas où des Résultats Propres seraient générés par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront propriétaires desdits Résultats Propres. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant la structure.

7.3 Résultats Conjoints

Les Résultats Conjoints seront la propriété conjointe des Parties les ayant obtenus, ci-après désignées « Parties Copropriétaires », à proportion de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers, à moins que lesdites Parties ne conviennent conventionnellement d'une répartition différente.

Tout Résultat Conjoint fera l'objet d'un accord de copropriété définissant la répartition des quotes-parts de copropriété ainsi que les droits et obligations s'y rapportant, qui sera établi entre les Parties Copropriétaires dès que nécessaire, et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Dans le cas où des Résultats Conjoints seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule Partie Copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant la structure.

Le présent Article 7.3 durera aussi longtemps que restera en vigueur le dernier des titres ou droits de propriété intellectuelle soumis à la copropriété et tant qu'aucun règlement de copropriété ou convention d'indivision n'aura été signé entre les Parties concernant les Résultats Conjoints.

7.3.1 Résultats Conjoints brevetables

Les Parties Copropriétaires des Résultats Conjoints brevetables décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevets déposées à leurs noms conjoints et désigneront parmi elles, pour chaque Résultat Conjoint concerné, celle qui sera chargée d'effectuer les formalités de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur (ci-après désigné par le « Mandataire Unique ») conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du Code de la recherche.

Tout Résultat Conjoint fera l'objet d'un règlement de copropriété définissant la répartition des quotes-parts de copropriété ainsi que les droits et obligations s'y rapportant, qui sera établi entre les Parties Copropriétaires dès que nécessaire, et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des Résultats Conjoints brevetables en copropriété seront supportés par le Mandataire Unique dans les conditions fixées par l'arrêté du 5 mai 2021 relatif aux modalités de prise en charge des frais engagés par le mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche.

Si l'une des Parties Copropriétaires renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs Brevets Nouveaux en France ou à l'étranger, elle devra en informer les autres Parties Copropriétaires en temps opportun pour que celles-ci déposent en leurs seuls noms, poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits Brevets Nouveaux à leurs seuls frais et profits. Celle-ci sera réputée comme abandonnant sa quote-part de Copropriété du ou desdits Brevet(s) Nouveau(x) au profit des autres Parties Copropriétaires sans contrepartie financière. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties Copropriétaires de devenir seuls copropriétaires du ou des Brevets Nouveaux en cause pour le ou les pays concernés.

Une Partie Copropriétaire sera réputée avoir abandonné ses droits sur un Brevet Nouveau soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet adressée par la Partie Copropriétaire en charge de la gestion du ou desdits Brevets Nouveaux désigné dans le règlement de copropriété, lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point. Dans ce cas, elle sera réputée comme abandonnant sa quote-part de copropriété du ou desdits Brevet(s) Nouveau(x) au profit des autres Parties Copropriétaires sans contrepartie financière.

Il est entendu que la Partie renonçant ne saurait, à compter de sa renonciation, se prévaloir d'aucune rémunération au titre de l'exploitation du ou des Brevets Nouveaux concernés dans le ou les pays concernés.

Dans le cas où une Partie Copropriétaire renoncerait dans certains pays à la poursuite de la procédure et/ou du maintien en vigueur d'un Brevet Nouveau, elle resterait engagée au titre du règlement de copropriété pour les autres Brevets Nouveaux bénéficiant de la même date de priorité.

Les autres Parties Copropriétaires s'engagent à ne pas lui opposer leurs droits dans les pays auxquels elle a renoncé, sous réserve qu'elle s'acquitte des compensations financières relatives à l'exploitation telles que prévues audit règlement de copropriété.

Il est entendu que chaque Partie fera son affaire de l'intéressement de son personnel cité comme inventeur ou auteur, conformément à la législation en vigueur.

Si une Partie souhaite céder la propriété de ses Résultats Conjoints, elle s'engage dans un premier temps à les proposer en priorité aux autres Parties Copropriétaires qui auront un délai de soixante (60) jours calendaires suivant la réception de cette proposition pour déclarer leur intérêt. Si elles n'ont pas déclaré leur intérêt dans ce délai de soixante (60) jours, la Partie cédante devra proposer la cession de cette propriété aux autres Parties non copropriétaires qui auront également un délai de soixante (60) jours calendaires suivant la réception de cette proposition pour déclarer leur intérêt. À défaut d'intérêt déclaré dans ce délai de soixante (60) jours des Parties non copropriétaires, ladite Partie pourra alors proposer la cession à des tiers à des conditions financières qui ne sauraient être plus favorables que celles proposées aux Parties Copropriétaires.

7.3.2 Résultats Conjoints protégeables par le droit d'auteur (notamment les logiciels)

Dans le cas où les Résultats Conjoints générés par le personnel de plusieurs Parties sont soumis au droit d'auteur, ces Résultats Conjoints seront la propriété commune de ces Parties sous réserve de la cession des droits d'auteur aux Parties par leur personnel, le cas échéant.

Les Parties Copropriétaires décideront des mesures de protection pour ces Résultats Conjoints (dépôt de logiciel ou autre).

Un règlement de copropriété entre les indivisaires définira les droits détenus par les Parties Copropriétaires concernées notamment au regard de la spécificité des Résultats Conjoints obtenus et des conditions d'accès et d'utilisation qu'elles souhaitent se réserver. Elles désigneront un mandataire pour agir au nom de l'indivision.

Chaque Partie s'engage à ce que les noms des auteurs soient mentionnés et fera ses meilleurs efforts afin d'obtenir de leurs chercheurs respectifs, cités comme auteurs, toutes les signatures nécessaires aux modalités de protection retenues. Chaque Partie fait son affaire de la rémunération de ses propres auteurs.

7.4 Résultats des Projets Spécifiques

Le régime de propriété intellectuelle s'appliquant aux Résultats des Projets Spécifiques de type Prestation et de type Collaboration sera arrêté dans chaque convention spécifique encadrant ce Projet Spécifique et les Parties impliquées s'efforceront d'appliquer les principes suivants :

- Les Résultats des Projets Spécifiques de type Collaboration seront la copropriété des Parties ou de la Partie ayant réalisé ledit Projet et des partenaires tiers académiques ou industriels impliqués auxdits Projets, en fonction des contributions intellectuelles, financières, humaines et matérielles de chacun, sous réserve de l'existence de Résultats appartenant en propre à l'une des Parties, si lesdits Résultats ont été obtenus exclusivement par ladite Partie.
- Les Parties et leurs partenaires tiers copropriétaires des Résultats des Projets Spécifiques de type Collaboration préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'un accord de valorisation ou de copropriété.
- Les Résultats des Projets Spécifiques de type Prestation seront en principe la propriété exclusive du tiers ou de la Partie commanditaire de la prestation réalisée dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon.
- Les Connaissances Propres mises en œuvre par les Parties impliquées dans ledit Projet Spécifique de type Prestation restent leur propriété. En conséquence, toute amélioration des Connaissances Propres mobilisées pour la réalisation d'une Prestation demeurera la propriété de la ou des Parties concernées.

Article 8 : Utilisation et exploitation des Connaissances Propres et des Résultats

8.1 Utilisation et exploitation des Connaissances Propres

8.1.1 Chaque Partie dispose librement de ses Connaissances Propres.

8.1.2 Pour les besoins de l'exécution de sa part de Projet et à cette seule fin, chaque Partie pourra utiliser sans contrepartie financière, pour la durée du Projet ou du Projet Spécifique considéré, et sous réserve du droit des tiers, les Connaissances Propres d'une autre Partie, aux conditions mentionnées ci-dessous. Ces Connaissances Propres seront communiquées par la Partie propriétaire sur demande expresse et écrite d'une autre Partie et devront être traitées, par la Partie qui les reçoit, comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 10.1 de l'Accord.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, un contrat de licence entre la Partie demanderesse et la Partie propriétaire définissant les conditions d'utilisation des logiciels et notamment l'accès possible ou non au code source pourra être établi à la demande de la Partie propriétaire desdits logiciels préalablement à leur transfert. La Partie qui reçoit les logiciels s'interdit tout prêt ou divulgation à des tiers ainsi que toute exploitation desdits logiciels et tout acte d'utilisation de ces logiciels non-conformes à la licence éventuellement conclue avec la Partie propriétaire.

Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous-licence sauf accord préalable écrit de la Partie détentrice.

8.1.3 Chacune des Parties s'engage durant l'Accord et pendant une durée de douze (12) mois à compter de la date de fin du Projet, à concéder aux autres Parties, sur demande expresse de celles-ci, et sous réserve des droits des tiers, des licences sur ses Connaissances Propres nécessaires à l'exploitation ou l'utilisation des Résultats par la/les Parties qui les exploite(nt) ou les utilise(nt) et qui font la demande, à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré.

Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous-licence sauf accord préalable et écrit de la Partie détentrice.

8.2 Utilisation et exploitation des Résultats Propres

8.2.1 Chaque Partie peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter les Résultats Propres dont elle est seule propriétaire au titre de l'article 7 de l'Accord, sous réserve des droits des autres Parties prévus à l'article 8.5 ci-dessous.

8.2.2 Chaque Partie peut, pendant la durée du Projet, utiliser librement et gratuitement, sur sa demande, les Résultats des autres Parties aux seules fins de l'exécution de sa part du Projet. Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation sont les mêmes que celles prévues à l'article 8.1.1 ci-dessus pour l'utilisation des Connaissances Propres.

8.3 Utilisation des Résultats à des fins de recherche

Chaque Partie bénéficiera d'un droit non exclusif, non cessible, non transférable, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation des Résultats pour ses seuls besoins propres de recherche et d'enseignement, à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins industrielles ou commerciales.

Si les Résultats constituent des logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties concernées qui en précise les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraînent pas l'accès aux codes sources, sauf accord exprès de la Partie propriétaire ou Copropriétaire.

8.4 Exploitation des Résultats Conjoints par une Partie Copropriétaire

Sauf accords contraires des Parties Copropriétaires, lesdites Parties disposent d'un droit non exclusif d'exploitation industrielle et/ou commerciale, directe et indirecte des Résultats Conjoints.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie Copropriétaire des Résultats Conjoints impliquera une compensation financière au profit des autres Parties Copropriétaires non exploitantes, selon les conditions et modalités définies dans l'accord de valorisation ou le règlement de copropriété mentionné à l'article 7.3 ci-dessus.

8.5 Exploitation des Résultats par une Partie non propriétaire ou non Copropriétaire

Chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire s'efforcera, pendant la durée de l'Accord et une durée supplémentaire de douze (12) mois à compter de la date d'expiration ou de résiliation de l'Accord, de concéder à toute autre Partie qui en ferait la demande, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, d'exploitation de ses Résultats dès lors qu'ils seraient nécessaires à l'exploitation des Résultats de la Partie qui fait la demande. Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie non propriétaire ou non copropriétaire impliquera une compensation financière au profit des Parties Copropriétaire, selon des conditions et modalités, notamment financières, définies dans un accord de licence.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de l'exploitation des Résultats, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

Dans l'hypothèse où aucune licence n'aurait été conclue entre les Parties dans les conditions ci-dessus à l'issue d'un délai de douze (12) mois à compter de la date d'expiration ou de résiliation de l'Accord, l'engagement susvisé prendra fin et la Partie propriétaire ou Copropriétaire des Résultats se retrouvera libre de les exploiter et/ou de les faire exploiter, sous réserve, dans le cas des Résultats Conjoints, de l'information préalable des autres Parties Copropriétaires.

8.6 Utilisation et Exploitation des Résultats de Projets Spécifiques

Les modalités d'exploitation des Résultats des Projets Spécifiques seront arrêtées dans chaque convention spécifique encadrant le Projet Spécifique considéré et les Parties impliquées s'efforceront d'appliquer les principes suivants :

- Toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie ou un partenaire tiers copropriétaire des Résultats d'un Projet Spécifique de type Collaboration impliquera une compensation financière au profit des autres Parties Copropriétaires impliquées dans la réalisation dudit Projet Spécifique de type Collaboration, selon les conditions et modalités définies ultérieurement dans l'accord de valorisation ou de copropriété indiqué à l'article 7.4.
- Les Parties s'efforceront dans le cadre des conventions relatives aux Projets Spécifiques d'obtenir des partenaires tiers un droit d'utilisation gratuit des Résultats à des fins de recherche interne, a minima.

8.7 Exploitation par les Affiliées

Les droits concédés aux Affiliées selon les termes du présent Accord ne sont applicables que pour les entités ayant la qualité d’Affiliées au moment de l’exercice desdits droits. Si au cours de la durée de l’Accord, une entité devait perdre la qualité d’Affiliée, les droits acquis par cette entité en sa qualité d’Affiliée d’une des Parties disparaîtront de plein droit, sauf accord contraire et écrit des autres Parties. L’entité restera néanmoins soumise à toute obligation en vertu de l’Accord qui restera en vigueur de par sa nature, et notamment aux obligations concernant les Informations Confidentielles. Nonobstant ce qui précède, chaque Partie restera tenue de la bonne exécution des obligations en vertu des présentes par ses Affiliées.

Article 9 : Equipements

Chaque équipement acquis dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon restera la propriété de la Partie qui l’a acheté. La Partie concernée l’intégrera à son inventaire et procèdera à son amortissement selon les règles comptables en vigueur.

À ce titre, chaque Partie bénéficiaire de l’Aide passe les commandes dans le cadre de la réglementation en vigueur pour acheter les équipements nécessaires au Projet SHAPE-Med@Lyon, et en assure financièrement l’entretien, et la maintenance préventive et curative.

Chaque Partie propriétaire souscrit toute assurance nécessaire et veille à l’entretien quotidien et au bon fonctionnement des équipements acquis dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon.

À chaque fois que nécessaire, les Parties détermineront par un écrit distinct les conditions de fonctionnement, d’accès ou de prêt des équipements nécessaires à la réalisation du Projet SHAPE-Med@Lyon.

Article 10 : Confidentialité - Publications

10.1 Confidentialité

10.1.1 Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu’elle juge nécessaires à l’exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon, sous réserve du droit des tiers.

10.1.2 Aucune stipulation de l’Accord ne peut être interprétée comme obligeant l’une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont strictement nécessaires à l’exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon.

10.1.3 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d’une des autres Parties s’engage, pendant la durée de l’Accord et les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou le terme de l’Accord, à ce que les Informations Confidentielles reçues :

- soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu’elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;
- ne soient communiquées qu’aux seuls membres de son personnel ou sous-traitants ayant à les connaître et ne soient utilisées que pour les finalités définies dans l’Accord ;
- ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui défini dans le Projet SHAPE-Med@Lyon, sans le consentement préalable et écrit de la Partie titulaire des droits sur ces Informations Confidentielles ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n’ont pas été spécifiquement autorisées par écrit par la Partie titulaire des droits sur ces Informations Confidentielles ;
- ne soient pas décompilées (« rétro-ingénierie ») totalement ou partiellement lorsque de telles décompilations n’ont pas été autorisées par la loi ou par la Partie de qui les Informations Confidentielles émanent et ce de manière spécifique par écrit.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées.

10.1.4 Par exception à l’article 10.1.3 dans le cas où l’Information Confidentielle transmise est un savoir-faire ou le code source d’un logiciel l’obligation de confidentialité prévue au présent article 10 est en

vigueur pour la durée de protection du logiciel ou tant que le savoir-faire n'est pas tombé dans le domaine public du fait de la Partie divulgateuse.

10.1.5 Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'Accord restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière ou détruites immédiatement sur sa demande.

10.1.6 La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion de l'Accord ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie dont elles émanent ;
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles ;
- que leur divulgation a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision judiciaire, administrative ou arbitrale définitive sous réserve, si cela est légalement autorisé, d'avoir préalablement notifié la Partie détentrice de cette obligation afin de lui permettre d'engager toute action permettant d'éviter une telle divulgation et de l'avoir assistée dans ces démarches.

10.1.7 Aucune stipulation de l'Accord n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres Parties.

10.1.8 Le non-respect par l'une des Parties de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle divulguée.

10.1.9 Sur demande écrite de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle, les autres Parties s'engagent à lui restituer ou à détruire dans les plus brefs délais tous les documents dont elles disposent relatifs à ladite Information Confidentielle et à cesser dès réception de la demande toute utilisation de ladite Information Confidentielle.

10.2 Publications - Communications

10.2.1 Dans le respect des stipulations de l'article 10.1 ci-dessus, tout projet de publication ou communication d'informations relatives aux Travaux et aux Résultats par l'une des Parties devra recevoir, pendant la durée de l'Accord et les deux (2) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des Parties concernées.

Les Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de publication ou de communication ; ou
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de publication ou de communication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances Propres et/ou des Résultats ; ou
- à demander à ce que la publication ou communication soit différée si des causes réelles et sérieuses lui paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

La modification devra être recherchée en priorité pour éviter tout refus et ne pas altérer la valeur scientifique, technique ou d'enseignement de la publication. En l'absence de réponse d'une Partie à l'issue de ce délai, l'accord de cette Partie sera réputé acquis.

Toutefois, aucune des Parties ne pourra refuser son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné, sauf s'il est dûment démontré que les informations devant faire l'objet de cette publication ou communication offrent un intérêt stratégique de nature scientifique, industrielle ou commerciale pour les activités de l'une des Parties.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation du Projet SHAPE-Med@Lyon ainsi que l'aide apportée par le Financier. Ainsi, les Parties s'engagent à mentionner le soutien apporté par le Financier au titre du programme « Excellence sous toutes ses formes - ExcellencES », en indiquant le numéro de la convention ANR-22-EXES-0012.

Chaque Partie s'engage à ne pas utiliser, par écrit ou oralement, le nom des autres Parties ou de l'un de leurs préposés, dans quelque but que ce soit, notamment promotionnel (vidéo, poster, plaquette publicitaire, dossier de presse ...) et ce quel que soit le support utilisé, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.

Les supports de communication orale, les communications par voie d'affiche, les sites internet doivent également afficher le logo du programme « France 2030 ».

10.2.2 Les stipulations du présent article 10.2 ne peuvent pas faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet SHAPE-Med@Lyon de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules instances ayant besoin d'en connaître à condition qu'elles s'obligent à respecter les stipulations relatives à la confidentialité ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs ni à la soutenance des stages des stagiaires ni à la soutenance des thèses d'exercice des étudiants participant au Projet SHAPE-Med@Lyon. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire. Cette soutenance pourra être organisée à huis clos à chaque fois que cela est nécessaire.;
- ni aux dépôts par une ou plusieurs Parties d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs Résultats Propres ;
- ni à la publication ou communication par une Partie de ses Connaissances Propres et Résultats Propres.

Article 11 : Responsabilités - Assurances

11.1 Couverture sociale du personnel

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent, même lorsque ledit personnel réalise une part du Projet dans les locaux d'une autre Partie.

11.2 Responsabilités des dommages

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle, en ce compris son personnel ou les biens dont elle a la garde, cause aux autres Parties ou aux tiers du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord.

Les Parties renoncent toutefois mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production et manque à gagner) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

11.3 Dommages aux biens des Parties

Chacune des Parties est responsable des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

11.4 Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux Parties qui ne disposent pas de leurs propres polices d'assurance. En conséquence ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité. Il est précisé que le CIRC, organisation intergouvernementale faisant partie de l'OMS, est son propre assureur.

11.5 Exclusion de la responsabilité du fait des Connaissances Propres et Résultats

Les Connaissances Propres, les Résultats, les Informations Confidentielles ou les autres informations communiquées par une des Parties à une autre Partie dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale des Connaissances Propres, des Résultats, des Informations Confidentielles et des autres informations, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts.

Ces Connaissances Propres, ces Résultats, ces Informations Confidentielles, ces autres informations sont utilisées par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'engagera de recours contre l'autre, ni son personnel, ni ses sous-traitants éventuels, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces connaissances et Informations Confidentielles, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

Article 12 : Durée

L'Accord entre en vigueur à la Date d'Effet. Il est conclu pour une durée de cent-vingt (120) mois, soit un achèvement prévu à la date du 30/11/2032.

Dans le cas où le Projet SHAPE-Med@Lyon ferait l'objet d'une prolongation de durée, le présent Accord continuera de rester en vigueur jusqu'à la date de fin de Projet notifiée par le Financier.

Les stipulations des articles 7, 8 et 10 ci-dessus demeureront en vigueur pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'échéance ou la résiliation de l'Accord.

Article 13 : Exclusion ou désistement d'une Partie

13.1 Exclusion d'une Partie défaillante

Au cas où l'une des Parties manquerait aux obligations qui lui incombent et après une mise en demeure de l'Etablissement Coordinateur restée sans effet pendant un délai de trois (3) mois, le Conseil des Etablissements Partenaires se réunira en présence de la Partie défaillante qui ne prendra pas part au vote.

Cette résiliation prendra effet à moins que dans ce délai de trois (3) mois, la Partie défaillante :

- n'ait satisfait à ses obligations ou,
 - n'ait apporté la preuve que son manquement est dû à un cas de force majeure tel que prévu à l'article 15 de l'Accord,
 - n'ait proposé une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché.
- Cette solution devra être expressément acceptée par les autres Parties et le Financier.

Le Conseil des Etablissements Partenaires pourra décider sous réserve de l'accord du Financier d'exclure la Partie défaillante du Projet SHAPE-Med@Lyon. Dans ce cas, le Conseil des Etablissements Partenaires décidera de la date d'effet de la résiliation de l'Accord à son égard et de la nouvelle répartition de la part de Projet de la Partie défaillante.

La Partie défaillante s'engage à communiquer gratuitement aux autres Parties toutes les informations utilisées dans le cadre du Projet SHAPE-Med@Lyon nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon en ses lieux et places.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par les autres Parties du fait de la résiliation partielle de l'Accord.

13.2 Désistement volontaire

Une Partie qui souhaite se retirer du Projet SHAPE-Med@Lyon devra notifier sa décision dûment motivée à l'Etablissement Coordinateur qui convoquera une réunion exceptionnelle du Conseil des Etablissements Partenaires dans un délai de trente (30) jours calendaires en présence de la Partie souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications.

Les droits d'accès qui étaient accordés à la Partie sortante seront immédiatement annulés, tandis que les droits d'accès accordés par la Partie sortante aux autres Parties seront maintenus afin de permettre la bonne exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon.

En tout état de cause, les clauses de l'article 10 ci-dessus resteront en vigueur après le désistement de la Partie sortante.

13.3 Stipulations communes

Dans les délais visés aux 13.1 et 13.2, le Conseil des Etablissements Partenaires se réunit pour trouver une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché afin d'assurer la continuité du Projet SHAPE-Med@Lyon. Cette solution doit être acceptée par le Financier. Dans l'hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à trouver une solution de substitution ou que la solution proposée ne serait pas acceptée par le Financier, il sera fait application des stipulations de l'article 13.4.

La Partie sortante s'engage à communiquer aux autres Parties ou tiers subrogé, gratuitement et sans délai, tous les dossiers, informations nécessaires pour leur permettre de poursuivre l'exécution du Projet SHAPE-Med@Lyon en ses lieux et places.

De même, la Partie sortante s'engage à ne pas opposer aux autres Parties ou au tiers subrogé ses droits de propriété intellectuelle pour la poursuite du Projet SHAPE-Med@Lyon et s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation des Résultats et éventuellement de ses Résultats Propres. La Partie sortante reste soumise aux stipulations de l'article 8 concernant l'utilisation et/ou l'exploitation de ses Connaissances Propres et Résultats.

La Partie sortante est tenue de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

La Partie sortante n'acquiert plus aucun droit sur les Résultats à compter de la prise d'effet de la résiliation.

13.4 Résiliation par accord des Parties

Le présent Accord pourra par ailleurs être résilié, de plein droit, partiellement ou totalement, sur décision unanime du Conseil des Etablissements Partenaires et dans le respect des stipulations de la convention conclue avec le Financier.

13.5 Résiliation liée à l'arrêt du financement

Sauf autrement convenu par écrit entre les Parties, l'Accord sera automatiquement résilié, de plein droit, en cas de décision du Financier d'arrêter le financement du Projet SHAPE-Med@Lyon.

Article 14 : Accueil d'une nouvelle Partie

En cas de nécessité pour la bonne mise en œuvre du Projet SHAPE-Med@Lyon, il peut s'avérer indispensable de faire appel aux compétences d'un tiers ; la décision sera prise par le Conseil des Etablissements Partenaires, avec l'accord du Financier, sur proposition du Directoire. Un avenant au présent Accord sera signé par toutes les Parties pour formaliser la participation au Projet SHAPE-Med@Lyon de cette nouvelle Partie, qui devra adhérer aux clauses du présent Accord. Pour la nouvelle Partie, les Connaissances Propres incluront les Résultats acquis par les Parties jusqu'à la date d'adhésion de la nouvelle Partie au Projet SHAPE-Med@Lyon.

Article 15 : Force majeure

15.1 Par « force majeure », on entend tout événement imprévisible et exceptionnel touchant l'exécution de l'Accord, qui dépasse la capacité de contrôle des Parties et qui ne peut être surmonté malgré les efforts que les Parties peuvent raisonnablement consentir au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.

Aucune Partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.

15.2 La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser l'Etablissement Coordinateur dans les meilleurs délais suivant la survenance de cet événement. L'Etablissement Coordinateur doit ensuite en informer les autres Parties et le Financier dans les meilleurs délais.

15.3 L'exécution de l'Accord est suspendue, totalement ou partiellement, en ce qui concerne la Partie invoquant l'événement constitutif de force majeure et pendant le temps où celle-ci se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les obligations concernées en raison de la force majeure. Les obligations de l'Accord reprendront dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, pour la durée restant à courir à la date de survenance dudit cas de force majeure.

Les Parties pourront convenir, avec l'accord du Financier, que lorsque la force majeure empêche l'exécution de l'Accord au-delà de trois (3) mois :

- l'Accord est modifié pour l'adapter aux circonstances nées de la force majeure ;
- l'Accord est résilié totalement ou partiellement de plein droit.

Article 16 : Sous-traitance

Toute sous-traitance nécessaire à une Partie pour la réalisation de sa part de Projet, devra faire l'objet d'une information préalable par cette Partie aux autres Parties via l'Etablissement Coordinateur.

Chaque Partie sera pleinement responsable de la réalisation de sa part du Projet qu'elle confiera à un tiers. La Partie ayant recours à un sous-traitant veillera à ce que le contrat de sous-traitance soit compatible avec les stipulations de l'Accord, auquel elle imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'Accord, notamment la confidentialité.

Chaque Partie s'engage notamment à prendre, dans le cadre du contrat de sous-traitance, toutes les mesures nécessaires pour acquérir ou se voir concéder les droits de propriété intellectuelle des Résultats obtenus par le tiers sous-traitant, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Parties dans le cadre de l'Accord.

Tout tiers sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation sur les résultats qu'il génère ou sur les Résultats ou Connaissances Propres d'une quelconque des Parties.

Article 17 : *Intuitu personae*

L'Accord est conclu *intuitu personae*. Par conséquent, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties.

En conséquence, l'Accord ne pourra être cédé, transféré ou se poursuivre notamment en cas de fusion, absorption, acquisition, de cession, de transfert d'activités à une société, de changement de contrôle direct ou indirect, la notion de contrôle étant appréciée selon les dispositions de l'article L.233-3 du Code de commerce, ou toute autre transformation visant à modifier les caractéristiques *intuitu personae* prises en compte pour la conclusion de l'Accord. L'Accord ne pourra être transféré ou se poursuivre qu'avec le consentement écrit des autres Parties.

Article 18 : Notifications entre les Parties

Tout avis ou communication entre les Parties qui interviendra au titre de l'Accord devra se faire par écrit, par voie postale ou par courrier électronique, si nécessaire immédiatement confirmé, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception et sera réputé valablement fait à compter de sa réception par la Partie récipiendaire.

Pour l'UCBL :

Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales
Pôle Conventions et Partenariat
43 boulevard du 11 novembre 1918

69622 VILLEURBANNE Cedex
Téléphone : 04 26 23 71 18
Mél : direction.recherche@univ-lyon1.fr

Pour l'U Lyon 2 :

Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales
18 quai Claude Bernard
69365 Lyon Cedex 07
À l'attention de Monsieur Michaël Berthet
Téléphone : 04.78.69.72.61
Mél : dred.projets@univ-lyon2.fr

Pour les HCL :

Direction de la Recherche en Santé
3, quai des Célestins
63229 Lyon Cedex 02
à l'attention de Sylvain MONDON
Téléphone : 04 72 40 68 47
Mél : sylvain.mondon@chu-lyon.fr

Pour VetAgro Sup :

Service Recherche Valorisation
1 avenue Bourgelat
69280 MARCY L'ETOILE
à l'attention de Madame Sandrine BEC
Téléphone : 04 78 87 27 58
Mél : recherche.valorisation@vetagro-sup.fr

Pour le CLB :

Direction de la Recherche et de l'Innovation
28, rue Laennec
69373 Lyon Cedex 08
à l'attention de Monsieur Loïc SEBILEAU
Téléphone : 04.78.78.28.35
Mél : ContratsCLB@lyon.unicancer.fr

Pour CPE Lyon :

Direction Scientifique
Campus LyonTech La Doua
3, rue Victor Grignard
69622 Villeurbanne Cedex
à l'attention de la Direction Scientifique
Téléphone : 04 72 43 17 37
Mél : direction.scientifique@cpe.fr

Pour l'Inserm :

Délégation Régionale AURA
Centre Hospitalier du Vinatier
95, boulevard Pinel - Bâtiment 452
69675 BRON Cedex
à l'attention du Service Partenariats
Mél : partenariats.lyon@inserm.fr

Pour le CIRC :

Centre international de Recherche sur le Cancer

25, avenue Tony Garnier
CS 90627 - 69366 LYON CEDEX 07
À l'attention de la Direction et du Service des Subventions (RMO)
Téléphone : +33 (0)4 72 73 84 85
Mél : director@iarc.who.int copie à : rmo@iarc.who.int

Pour INRAE :

Service Partenariats
5 rue de la Doua,
CS 20244,
69625 Villeurbanne
A l'attention de Monsieur Hervé DUMONT
Téléphone : 04.72.20.87.87
Mél : partenariat.lyon-grenoble@inrae.fr

Pour le CH Le Vinatier :

Centre Hospitalier Le Vinatier
Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation
95, boulevard Pinel
Bât. 309 - RDC
69500 Bron
à l'attention de Mme Coralie PERROT
Téléphone : 04 37 91 55 69
Mél : coralie.perrot@ch-le-vinatier.fr

Pour le CNRS :

CNRS Rhône Auvergne
Service Partenariat et Valorisation
2 avenue Albert Einstein
69609 Villeurbanne Cedex
à l'attention de Monsieur Denis DUPLAT
Téléphone : 04 72 44 56 64
Mél : dr07.spv@cnrs.fr

Pour l'INRIA

Inria de Lyon
A l'attention du Service Transfert, Innovation et Partenariats
Bâtiment CEI-2
56 boulevard Niels Bohr
69100 Villeurbanne
Mail : stip-lys@inria.fr

Article 19 : Nullité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'Accord serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient les modifications nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

Article 20 : Non-Renonciation

Le fait, par l'une des Parties d'omettre de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par ladite Partie à s'en prévaloir ultérieurement.

Article 21 : Intégralité de l'Accord

L'Accord annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. Sauf stipulation expresse contraire de l'Accord, aucune addition ou modification aux termes de l'Accord n'aura d'effet à l'égard des Parties à moins d'être faite par avenant écrit aux présentes, et signé par leurs représentants respectifs dûment habilités.

Article 22 : Loi Applicable - Litiges

L'Accord est soumis au droit français, sous réserve des dispositions de l'Article 23.

En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du Conseil des Etablissements Partenaires, puis de leurs autorités respectives.

En cas de désaccord persistant au-delà d'un délai de soixante (60) jours calendaires suivant la notification du litige par lettre recommandée avec avis de réception par l'une des Parties aux autres Parties, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Article 23 : Dispositions particulières concernant le CIRC

Aucun des termes du présent Accord ne sera considéré comme constituant une renonciation, explicite ou implicite, aux privilèges et immunités dont jouit le Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC), faisant partie de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), conformément à la Convention de 1947 relative aux privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies ou à toute autre convention, loi ou décret à caractère international, national ou autre, ni comme soumettant le CIRC aux lois ou juridictions nationales.

Toute question concernant l'application ou l'interprétation du présent Accord que les dispositions de ce dernier ne permettent pas de résoudre sera résolue par référence au droit français. Tout différend dans le cadre du présent Accord impliquant le CIRC, qui n'aurait pu être résolu à l'amiable ou par l'intermédiaire du Conseil des Etablissements Partenaires, devra être résolu par voie de consultation entre les autorités respectives des Parties concernées.

Annexes :

Les documents suivants sont annexés à l'Accord et en font partie intégrante :

- Annexe 1 : Descriptif technique
- Annexe 2 : Composition des différents Comités
- Annexe 3 : Budget
- Annexe 4 : Contrat attributif d'aide n° ANR-22-EXES-0012

En cas de contradiction ou de différence entre le corps de l'Accord et l'une de ses annexes, le corps de l'Accord prévaut.

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour l'UCBL

A Villeurbanne

Le

Frédéric FLEURY

Président

Signature et cachet :

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour l'U Lyon 2

A Lyon,

Le

Nathalie DOMPNIER

Présidente

Signature et cachet

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour les HCL

A Lyon

Le

Raymond LE MOIGN

Directeur Général

Signature et cachet :

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour VetAgro Sup

A

Le

Mireille BOSSY

Directrice Générale

Signature et cachet :

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour le CLB

A Lyon

Le

Pr. Jean-Yves BLAY

Directeur Général

Signature et cachet :

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour CPE Lyon

A Villeurbanne

Le

Gérard PIGNAULT

Directeur Général

Signature et cachet

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour l'Inserm

A Lyon,

Le

Dominique PELLA

Délégué Régional

Signature et cachet

Fait en douze (12) exemplaires originaux

Pour le CIRC

A Lyon

Le

Elisabete WEIDERPASS

Directrice

Signature et cachet

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour INRAE

A Villeurbanne

Le

Philippe MAUGIN

Président Directeur Général

Signature et cachet :

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour le CH Le Vinatier

A Bron

Le

Pascal MARIOTTI

Directeur Général

Signature et cachet

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour le CNRS

A Villeurbanne

Le

Pour le Président et par délégation

Laurent BARBIERI

Délégué Régional Rhône-Auvergne

Signature et Cachet

Fait en douze (12) exemplaires originaux.

Pour l'INRIA

A Villeurbanne

Le

Pour le Président et par délégation

Stéphane UBEDA

Directeur du centre Inria de Lyon

Signature et cachet

Annexe 1 : Descriptif du Projet

Annexe 2 : Composition des différents conseils de SHAPE-Med@Lyon

A. Conseil des Etablissements Partenaires

- UCBL : le Président, ou son représentant
- U Lyon 2 : la Présidente, ou son représentant
- HCL : le/la Directeur(trice) Général(e), ou son représentant
- VetAgro Sup : la Directrice Générale, ou son représentant
- CLB : le Directeur Général, ou son représentant
- CPE Lyon : le Directeur Général, ou son représentant
- Inserm : le Délégué Régional ou son représentant
- CIRC : la Directrice, ou son représentant
- INRAE : Président du centre Lyon-Grenoble Auvergne-Rhône-Alpes, ou son représentant
- CH Le Vinatier : le Directeur Général, ou son représentant
- CNRS Rhône-Auvergne : le délégué régional Rhône-Auvergne, ou son représentant
- INRIA : Directeur du centre Inria de Lyon, ou son représentant

B. Directoire de l'Institut Transdisciplinaire en Santé

- UCBL : le Président, ou son représentant
- U Lyon 2 : la Présidente, ou son représentant
- HCL : le/la Directeur(trice) Général(e), ou son représentant
- Inserm : le Délégué Régional ou son représentant
- Responsable Scientifique et technique du Projet SHAPE-Med@Lyon

C. Bureau de l'Institut Transdisciplinaire en Santé

- Un représentant de l'Université Claude Bernard Lyon 1 : Fabrice VAVRE
- Une représentante de l'Université Lumière Lyon 2 : Marie PREAU
- Une représentante des HCL : Delphine MAUCORT-BOULCH
- La chef/chef de projet : Isabelle WEISS
- La responsable administrative & financière : Margot LE TRIONNAIRE
- Le/la chargé/chargée de communication : Joëlle MONTANT

D. Conseil Scientifique et de l'Innovation

- 5 représentants des axes thématiques du Projet
- Membres scientifiques du Bureau de l'Institut Transdisciplinaire en Santé : Delphine MAUCORT-BOULCH, Marie Préau, Fabrice VAVRE
- 8 experts scientifiques externes au site Lyon - St Etienne

E. Comité d'Orientation Stratégique :

Le Comité d'Orientation Stratégique sera composé de 8 scientifiques internationaux de renoms, reconnus pour leurs travaux de recherche et d'innovation dans le domaine de la santé. Ces experts sont en cours d'identification.

Annexe 3 : Budget

Volet Général



Appel à projets - ExcellencES - Vague 2
Investissements d'Avenir - Agence Nationale de la
Recherche
Document administratif et financier

Réserve à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	ANR-22-EXES-0012
Acronyme	SHAPE-MED@Lyon
Nombre de partenaires	12
2021	

Volet général

Fiche d'identité du projet

Acronyme du projet	SHAPE-MED@Lyon
Titre du projet <i>en français</i>	Structuration d'une approche « une seule santé » pour la médecine personnalisée à Lyon
Titre du projet <i>en anglais</i>	Structuring a one Health Approach for Personalized Medicine in Lyon
Durée du projet (en mois)	120

Responsable du projet

Nom	BLAY
Prénom	Jean-Yves
Courriel	jean-yves.blay@lyon.unicancer.fr
Téléphone	04 78 78 51 26
Adresse postale professionnelle	
Bât, n° bureau	
Numéro de voie	28
Type, nom de voie	rue Laënnec
Code postal	69008
Ville	LYON
Cédex	
Pays	France

Nom complet de l'établissement coordinateur

Nom complet du partenaire	Université Claude Bernard Lyon 1
Sigle du partenaire	UCBL
Type de partenaire	EPSCP
Numéro SIRET	19691774400019

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement coordinateur

Genre	Monsieur
Nom	FLEURY
Prénom	Frédéric
Qualité	Président
Courriel	secretariat.presidence@univ-lyon1.fr
Téléphone	+33 4.72.44.80.16

Récapitulatif des demandes financières par destination

Description	Coût total	Aide demandée	Apport
Equipement	17 144 000,00 €	1 644 000,00 €	15 500 000,00 €
Personnels	259 597 382,04 €	14 430 000,00 €	245 167 382,04 €
Fonctionnement	19 051 333,34 €	9 950 000,00 €	9 101 333,34 €
Facturation interne	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais de structure	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais de gestion	2 081 920,00 €	2 081 920,00 €	
Frais d'environnement	187 324 841,49 €		187 324 841,49 €
Total	485 199 476,86 €	28 105 920,00 €	457 093 556,87 €

CONFIDENTIEL
Projet SHAPE-MED@LYON

Type de partenaire	Nom du partenaire	Coût total	Aide demandée	Apport
EPSCP	Université Claude Bernard Lyon 1	176 654 078,34 €	28 105 920,00 €	148 548 158,33 €
EPSCP	Université Lumière Lyon 2	19 515 900,00 €	0,00 €	19 515 900,00 €
Autre établissement public à but non lucratif	Hospices Civils de Lyon	44 290 400,00 €	0,00 €	44 290 400,00 €
EPSCP	Institut d'enseignement supérieur et de recherche en	11 358 037,50 €	0,00 €	11 358 037,50 €
Autre établissement public à but lucratif	Centre Léon Bérard	10 800 000,00 €	0,00 €	10 800 000,00 €
EPSCP	Ecole supérieure de Chimie Physique Electronique de Lyon	388 725,00 €	0,00 €	388 725,01 €
EPST	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale	65 247 391,11 €	0,00 €	65 247 391,11 €
Autre établissement public à but non lucratif	Centre International de Recherche sur le Cancer	43 092 000,00 €	0,00 €	43 092 000,00 €
EPST	Institut National de Recherche pour l'Agriculture,	14 631 112,80 €	0,00 €	14 631 112,80 €
Autre établissement public à but non lucratif	Centre Hospitalier Le Vinatier	1 620 000,00 €	0,00 €	1 620 000,00 €
EPST	Centre National de la Recherche Scientifique	85 792 204,80 €	0,00 €	85 792 204,80 €
EPST	Institut National de Recherche en informatique et en	11 809 627,32 €	0,00 €	11 809 627,32 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		485 199 476,86 €	28 105 920,00 €	457 093 556,87 €

Type de partenaire	Nom du partenaire	Equipe ment	Personnel	Fonctionnement	Facturation interne	Frais de structure	Frais de gestion
EPSCP	Université Claude Bernard Lyon 1	1 644 000,00 €	14 430 000,00 €	9 950 000,00 €	0,00 €	0,00 €	2 081 920,00 €
EPSCP	Université Lumière Lyon 2	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autre établissement public à but non lucratif	Hospices Civils de Lyon	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,50 €	0,00 €	0,00 €
EPSCP	Institut d'enseignement supérieur et de recherche en	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autre établissement public à but lucratif	Centre Léon Bérard	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPSCP	Ecole supérieure de Chimie Physique Electronique de Lyon	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPST	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autre établissement public à but non lucratif	Centre International de Recherche sur le Cancer	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPST	Institut National de Recherche pour l'Agriculture,	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autre établissement public à but non lucratif	Centre Hospitalier Le Vinatier	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPST	Centre National de la Recherche Scientifique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EPST	Institut National de Recherche en Informatique et en	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

CONFIDENTIEL
Projet SHAPE-MED@LYON

		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		1 644 000,00 €	14 430 000,00 €	9 950 000,00 €	0,00 €	0,00 €	2 081 920,00 €

Récapitulatif des co-financements

	Sollicités	Obtenus
Co-financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement coordinateur - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Responsable scientifique et technique	
Prénom	Nom
Jean-Yves	BLAY

Signature



Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Frédéric	FLEURY
Qualité	
Président	

Signature & Visa

Le Président de l'université LYON 1

Frédéric FLEURY



Recommandations : une fois le document finalisé, vérifier la présence de l'ensemble des signatures et visa demandés avant de déposer la copie scannée en ligne.

Annexe 4 : Contrat
Attributif d'Aide n° ANR-22-EXES-0012